Si le ministère voulait se prononcer en faveur de l'alliance anglaise contre les États-Unis, la France ne le souffrirait pas.

La France et les États-Unis ont un intérêt commun dans la question du Texas : la conservation du travail et de la production dans les îles et sur le continent d'Amérique.

L'Angleterre, tout le monde le sait, veut l'émancipation immédiate des noirs en Amérique, non par amour des noirs, mais pour détruire le travail, pour que la production des denrées tropicales soit transférée de l'Amérique, où l'Angleterre rencontre comme rivaux, la France, l'Espagne, le Brésil et les États-Unis, dans l'Inde où l'Angleterre règne sans partage.

Le ministère a porté complaisamment devant les Chambres un projet de loi, afin de précipiter l'émancipation des noirs de nos colonies. Si ce projet, que les sociétés abolitionnistes anglaises et lord Aberdeen désirent à ce point, qu'ils paraissent disposés à lui sacrifier le droit de visite (1), était voté, l'Angleterre aurait fait un grand pas vers son but : la ruine des colonies françaises ; elle s'appuierait bientôt de l'exemple de la France pour entraîner l'Espagne et le Brésil, et parviendrait ainsi à isoler et à affaiblir les États-Unis.

(1) Voir l'adresse de M. Clarkson du 4 mars et la réponse de lord Aberdeen du 21, transmise par son sous-secrétaire d'État, vicomte Canning.